



Figure 1: séance de sensibilisation sur la covid et choléra à Yamba

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

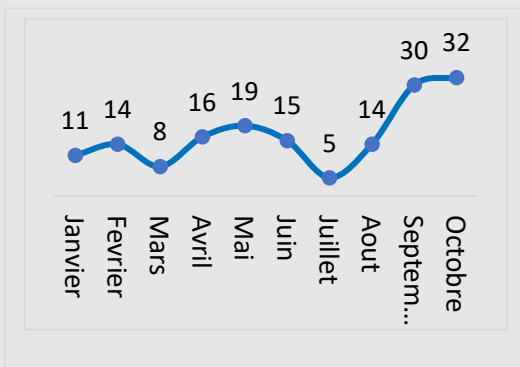
Région de l'Est Octobre 2021

Chiffres clés

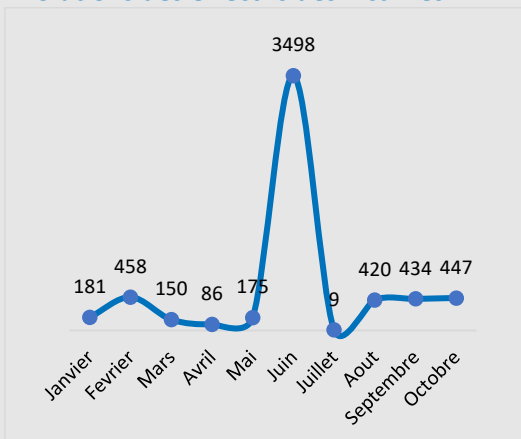
447 Victimes

32 Incidents

Tendances des incidents



Evolutions des effectifs des victimes



Résumé

Au cours du mois d'octobre 2021, la situation sécuritaire de la région de l'Est s'est fortement dégradée avec une forte incidence sur la protection des populations

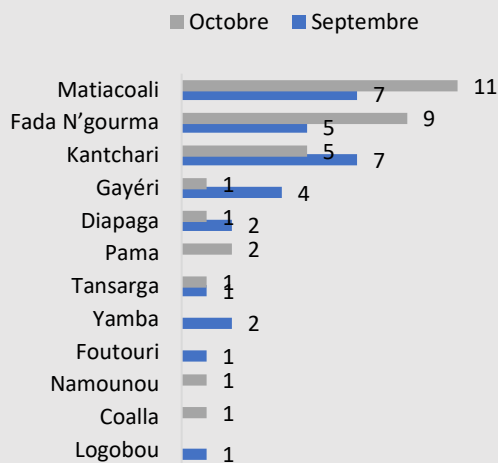
On note une forte présence des groupes armés non étatiques (GANE) dans les différentes provinces. Cette présence se manifeste sous plusieurs formes. Des séances de prêche sur le port obligatoire du voile par les femmes, le pantalon court et la barbe pour les hommes sont de plus en plus enregistrées. Ces groupes armés commettent des exactions à l'endroit de la population aussi bien sur les axes reliant les provinces au chef-lieu de la région qu'au sein des communautés. Le fait marquant du mois est le contrôle régulier de l'axe Fada-Kantchari par des GANE (groupes Armés Non étatiques) du 13 au 17/10/2021, suivi d'enlèvement, d'assassinats dont les cibles sont essentiellement les fonctionnaires de l'Etat, les forces de défense et de sécurité (FDS), les Volontaires de Défense pour la Patrie (VDP), et les adeptes des confessions religieuses chrétiennes.

Par ailleurs, il a été enregistré au cours de ce mois, plusieurs affrontements entre FDS, VDP et GANE, en occurrence celui du 11/10/2021 dans la commune de Madjoari, province de la Kompienga. Des incidents liés aux engins explosifs improvisés (EEI) ont été signalés sur l'axe routier Fada-Kantchari de la RN⁴ respectivement le 01, 04, 06 et 21/10/2021.

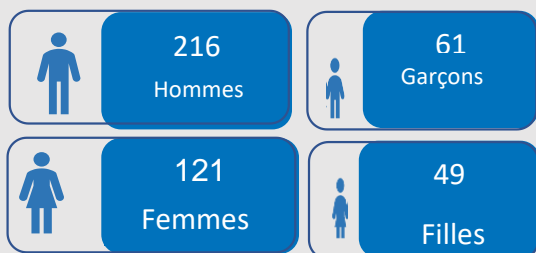
Ce mois sous revue, ce sont **32 incidents** qui ont été enregistrés contre 14 et 30 au cours de deux dernier mois. Comparativement au mois passé, il y a une légère hausse. avec un pic au niveau des deux derniers mois.

De ce qui ressort de l'observation, on constate une croissance continue en nombre d'incident dans la région. Ceci s'expliquerait par une présence massive des GANE avec une forte volonté des GANE à s'imposer face au combat contre les forces de l'ordre dans la région

Tendances par communes



Répartitions des Victimes par sexe



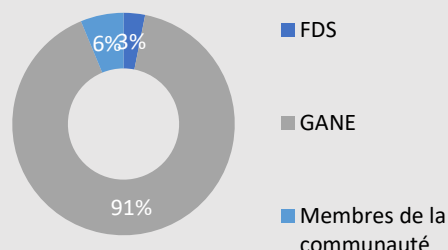
Statut des victimes



Catégorie des violations



Auteurs présumés



Ces incidents sont désagrégés de la façon suivante : **16 violations portant sur l'atteinte au droit à la liberté** dont des enlèvements(**09 cas**), des menaces (**05 cas**), des contrôles irréguliers d'identité(**02**) ; **03 incidents portant atteinte au droit à la vie** tels que les assassinats et les meurtres ; **04 incidents portant atteinte au droit à la propriété** comme le vol, le braquage, l'extorsion de biens personnels et la destruction de biens publiques (incendie des écoles); **01 incident portant atteinte à l'intégrité physique** et **01 sur l'intégrité psychique de la personne**.

447 personnes ont été victimes des violations de droits humains **soit 216 hommes, 121 femmes, 61 garçons et 49 filles**. La hausse du nombre de victimes de sexe masculin pourrait avoir pour raison la forte mobilité des hommes sur les axes pour les travaux de champs ou de commerce, la suspicion de collaboration avec les FDS, l'engagement dans les groupes d'auto-défense comme Koglweogo et VDP. Les communes les plus affectées, ce mois, sont **Fada, Matiacoali, Kantchari, Diapaga, Madjoari, Foutouri, Yamba** qu'on pourrait qualifier de zones à risques sécuritaires élevés.

Dans la province de la Tapoa, la dégradation de la sécurité est telle que les infrastructures scolaires et certaines institutions administratives et financière ont dû fermer le 21/10/2021.

A cela s'ajoute la suspension de la ligne de transport de l'une des compagnies qui dessert la région selon un communiqué du 21/10/2021. C'était la seule compagnie qui servait de liaison entre le chef-lieu de région et les provinces de la Tapoa et de la Kompienga. En termes de coexistence pacifique, un conflit foncier opposant les villages de Maoda et Thielba sur la limite d'une parcelle a occasionné la fermeture d'une école.

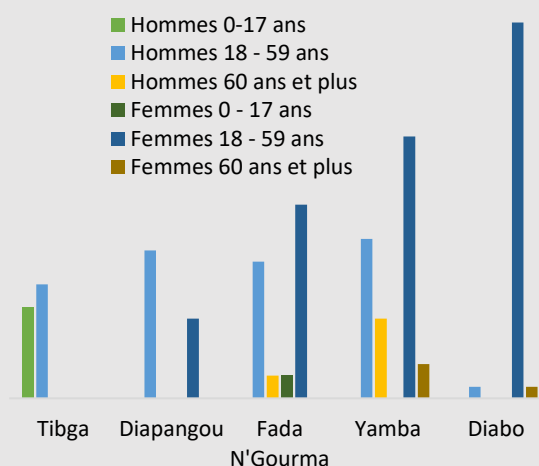
De manière générale, l'insécurité engendrée par les violations commises a créé un climat de méfiance avec une stigmatisation de certains groupes ethniques. Il faut également noter, l'insuffisance des actions de sécurisation des forces de défense et de sécurité (FDS). Ceci pourrait susciter la création des groupes d'auto-défense avec le risque que ces groupuscules se transforment en groupes armés irréguliers et commettent encore plus de violations sur les populations.

Les contrôles d'identité, les restrictions de mouvement et la création des cheick points sur les voies d'accès aux centre villes par les GANE pourraient impacter négativement l'assistance humanitaire à l'endroit des populations. Le couvre-feu instauré depuis le début de la crise a été prorogé du 29 octobre au 27 décembre 2021, de 00 heures à 4 heures

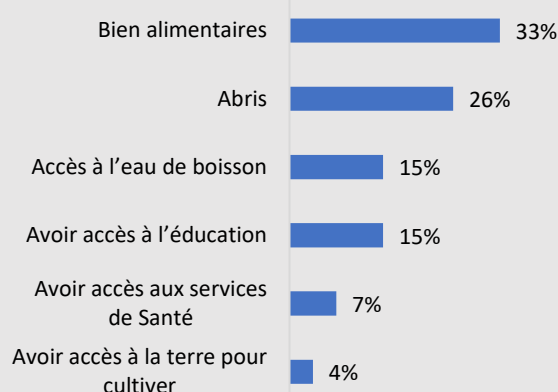
Réponses ou actions d'orientations

	Hommes 0-17 ans	Femmes 18 - 59 ans	Femmes 0 - 17 ans	Femmes 60 ans et plus	Hommes 18 - 59 ans	Hommes 60 ans et plus	Total
Appui psychosocial	18	86	0	14	0	59	177
Assistance CBI	4	1	0	8	0	5	18
Référencement	0	1	0	0	0	1	2
Total	22	88	0	22	0	65	197

Participants aux Focus Groups



Besoins prioritaires des communautés



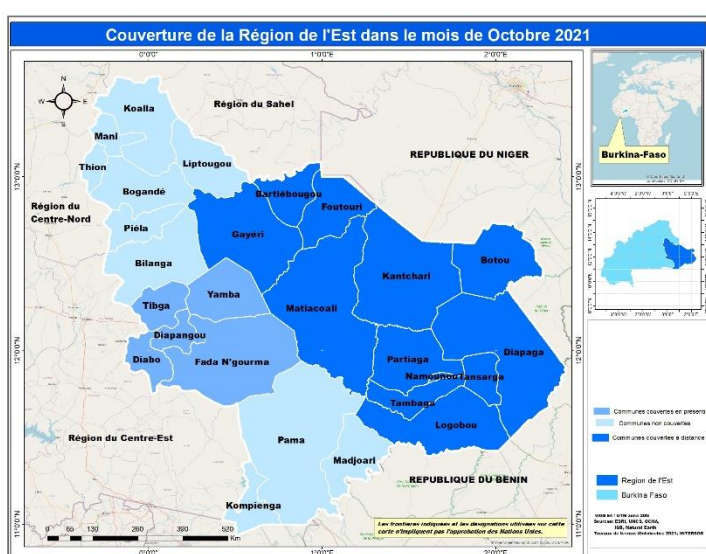
Solutions durables

dans le chef-lieu de région et de 22 heure à 4 h00 dans les provinces.

Zone de couverture

Les activités du monitoring de protection ont été mises en œuvre dans 17 communes dans la région de l'Est. Dans La province du Gourma, les communes de Fada, Diapangou, Yamba, Tibga et Diabo les focus group discussions, les causeries éducatives sur la prévention des VBG, les séances de sensibilisation sur les mesures covid ont pu être réalisés.

Dans les provinces de la Tapoa, Komondjari et Gourma (commune de Matiacoali), à travers les points focaux et les comités de protection, le monitoring à distance a permis de remonter les incidents qui y ont été commises.

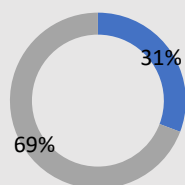


Etat de droit

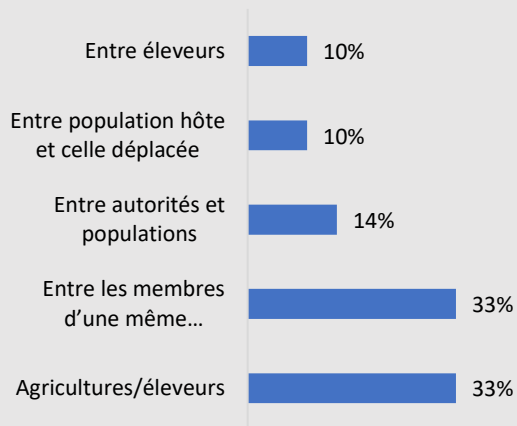
La région de l'Est est sous couvre-feu depuis le début de la crise avec des prorogations régulières au vu de la dégradation de la situation sécuritaire. La dernière prorogation part du 29/10/2021 au 27/12/2021 selon une note du Gouverneur.

La situation de l'éducation n'est pas non plus reluisante avec la fermeture temporaire des établissements scolaire dans la Tapoa et à Matiacoali dans la province du Gourma. L'accès à la documentation civile n'est pas aisé dans les zones à risques élevés. En effet, les risques en matière de violation de droit lors des déplacements sont élevés et les coûts liés à l'obtention de ces documents sont tout aussi élevés. Au cours de ce mois, des opérations d'établissement d'extrait d'actes de naissances et de carte nationale d'identité (CNIB) au profit d'environ 1500 personnes nécessiteuses ont eu lieu dans la province du Gourma notamment à Fada, Tibga, Yamba, et Tanwalbougou. Les services de santé et de la justice sont accessibles dans les communes urbaines, plus stable en termes de sécurité, avec le maintien d'un service minimum pour des cas d'urgence. Par ailleurs, 8 formations

- Rester dans votre localité actuel
- Retour dans votre zone d'origine



Typologie des conflits existants dans la région de l'Est



sanitaires sont à statut non fonctionnel à cause de la situation sécuritaire dans la région. Il s'agit de 03 CSPS dans le Gourma, 2 dans la Kompienga et 2 autres dans la Komondjari.

Protection basée sur la communauté – comités de protection

Les relais communautaires ont œuvré à la réalisation des activités du monitoring communautaire, des causeries éducatives, des animations psychosociales, et des différentes sensibilisations. **32 incidents** ont été relayés par les points focaux et comités de protection communautaire. Dans le cadre de la collecte des données sur la situation de protection, ces derniers ont mobilisé la communauté pour la tenue **10 focus groupes, 05 séances de sensibilisations sur la prévention de la Covid-19 et du Choléra, 10 séances de sensibilisations sur la cohésion sociale**. En outre ils ont facilité la tenue de **10 causeries éducatives** au sein des espaces centres communautaires, l'identification et l'assistance en cash **de 10 personnes à besoins spécifiques**. Toutes ces activités ont mobilisé **392 hommes, 487 femmes, 33 garçons et 56 filles** dans les communes de Fada, Diapangou, Tibga, Yamba et Diabo.

Protection de l'enfance

Au cours des activités de Monitoring de protection, **57 enfants séparés (ES) dont 23 filles et 34 garçons** ont été identifiés. La situation de ces enfants résulte des multiples mouvements forcés des populations des zones de Tanwalbougou. Parmi ces 57 ES, **53** ont été identifiés à Diapangou. Ce sont **40 scolarisés, 10 déscolarisés et 7** qui n'ont pas accès à l'éducation à cause du manque de documents d'état civils mais aussi du manque de moyen des parents. Les **04** autres ES sont des enfants déscolarisés qui ont été identifiés dans la ville de Fada.

Les cas ci-dessus mentionnés ont été référés aux services sociaux communaux de Fada et Diapangou pour appui afin de faciliter leur retour dans les établissements.

Violences sexuelles et sexiste (SGBV)

Dans la commune de Matiacoali, précisément à Kankantiana, **01** un incident relatif à **l'enlèvement d'une jeune fille** par des jeunes garçons de la communauté le 10/10/2021 a été rapporté. Ces derniers ont conduit la fille vers une destination inconnue. Ce sont **17 cas** de VBG qui ont été enregistrés dans les communes de Fada, Diapangou et Tibga au cours du mois ; soit **8 cas de violence psychologique, 5 cas de dénis de ressources, 2 cas de violence physique, 1 cas de mariage forcé et 1 cas de viol**.

Dans le cadre de la réponse aux violences basées sur le genre, 7 survivantes parmi les 17 enregistrées au cours du mois ont

reçu une assistance en cash de 30000 CFA et une autre un kit de dignité sous forme de cash de 35 000CFA. **03 animations psychosociales au profit de 67 femmes, 30 hommes et 32 enfants** ont eu lieux dans les espaces centres communautaires.

Au titre des suivis de cas, **12 cas** dont les besoins ont été comblés, ont eu leurs dossiers clôturés. Ces derniers ont bénéficié d'une assistance psychosociale, d'un cash pour la mise en œuvre d'un plan d'action individualisé et d'un suivi à domicile sur l'évolution de l'amélioration de la situation de vulnérabilité.

Dans le cadre de la prévention, **10 causeries éducatives portant sur les thématiques de la prévention des violences conjugales, les conséquences du mariage précoce** ont eu lieu au profit de 203 femmes, 76 hommes. Ces activités ont pour but de renforcer la capacité des communautés à prévenir et à répondre aux cas de VBG.

Tableau illustrant les typologies de VBG enregistré au cours du mois de septembre par commune dans la région de l'Est.

	Déni de ressources, Service ou opportunité	Viol	Mariage forcé	Violence physique	Violence psychosociale	Total
Fada N'gourma	3	1	1	1	7	13
Tibga	1	0	0	1	1	3
Diapangou	1	0	0	0	0	1
Total	5	1	1	2	8	17

Cohabitation pacifique

Au cours du mois, 2 conflits ont été rapportés dont un à Maticoali et l'autre à Thielba dans la commune de Diapangou

- **Le conflit entre personnes déplacées internes et population hôte** : Au cours de la journée du 11/10/21 à Maticoali, des enfants de la communauté hôtes ont empêché les enfants PDI de servir de l'eau d'un puits dans la communauté. Les ressources naturelles, qui au début de la crise répondaient aux besoins des populations, sont désormais insuffisantes. La croissance en nombre des PDI dans les zones d'accueil est à l'origine d'une demande qui dépasse largement l'offre, d'où les tensions qui naissent de plus en plus.

- **Le conflit entre membres deux communautés différentes** :

Un problème de limite administrative entre les communes de Diapangou et de Diabo a été à l'origine de vives tensions entre les communautés de ces deux localités. Le litige porte sur le village de Thielba que revendique chaque commune. La tension est telle que l'école de ladite localité a été fermée par des hommes venus de Maoda, dans la commune de Diabo. Ce conflit date de 2011 et n'a toujours pas été résolu. Les instances judiciaires ont été saisies du dossier.

Au regard des tensions qui se multiplient autour de ce problème, il est urgent que les acteurs étatiques s'impliquent davantage dans la résolution de ce conflit.

Au titre des activités de prévention et de promotion de la coexistence pacifique, INTERSOS par l'approche communautaire a réalisé **10 séances de sensibilisation sur le vivre ensemble au sein des communautés au profit de 52 hommes, 203 femmes et 37 au sein des communes de Diapangou, Fada, Tibga, Yamba et Diabo.**

Personnes à besoins spécifique (PBS)

Ce mois, un focus a été fait sur les enfants et les hommes chefs de ménage.

En effet, le déplacement forcé a plus impacté la vie des enfants en termes de protection. Ayant été témoin de violations grave subi par leurs parents, ces enfants vivent souvent avec un traumatisme psychologique pour les uns et de la séparation d'avec leur parent les autres.

Des enfants séparés(ES) au nombre de 44 et 13 enfants non accompagnés(ENA) ont été identifiés. Ils sont au nombre de 57 dont 33 filles et 24 garçons dans la commune de Diapangou et de Fada.

Ces enfants auront besoins d'une assistance en vivre (alimentation), de soins, de documents civils et de vêtements adéquats (la période de l'harmattan étant très proche). Ces enfants, devenus vulnérables, s'adonnent à la mendicité et aux petits travaux avec le risque d'être exploités, de subir des abus sexuels ou plus grave d'être recrutés par des GANE.

La fermeture des écoles dans la Tapoa et dans la Komondjari est aussi un autre facteur qui aggrave la situation des enfants. Ces élèves déscolarisés s'adonnent malheureusement, de plus en plus à la délinquance juvénile, au vol, à l'absorption de stupéfiants.

Les hommes chefs de ménages sont dans l'obligation de pourvoir aux besoins alimentaires, sanitaires et vestimentaires de leurs familles. En effet, cette charge devient difficile à assumer quand il y a plus de **8 à 12 personnes à la charge** d'un chef de ménage sans revenu. Aussi faut-il ajouter que beaucoup de ménages suspendus de l'assistance en vivres par le PAM sont devenus plus vulnérables. **13 chefs** de ménages dans la commune de Diapangou ont été identifiés et orientés vers le service social communal pour une assistance. Ces ménages sont dans un besoin crucial d'abri et d'assistance alimentaire étant donné que les propriétaires des locaux qui les servent d'abris vont très bientôt revenir des champs après les récoltes pour en occuper

Par ailleurs, bien que n'ayant pas de moyens de subsistance, Le monitoring de protection révèle une forte volonté des populations à mener des activités génératrices de revenu (AGR) afin de ne pas dépendre uniquement de l'assistanat souvent très difficilement accessible.

LTP dans la zone de déplacement et de retour

La situation du logement est une problématique préoccupante dans les zones d'accueil. En effet, les familles d'accueil, vivant en milieux urbains où sont enregistrés une forte concentration des PDI, sont saturées. Dans une même maison où vivent PDI et hôte, le nombre de personnes par ménage peut aller de 7 à 12 personnes surtout dans les secteurs 1-8-11 de la ville de Fada.

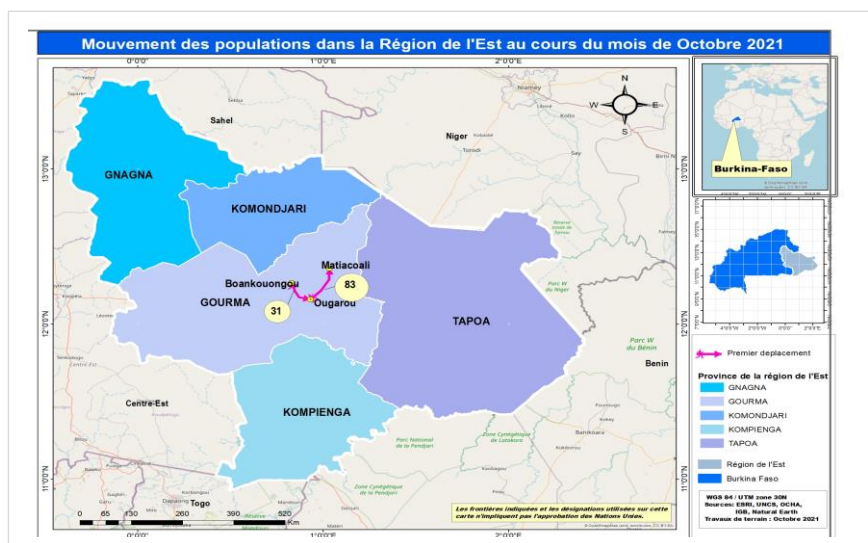
Les PDI qui ont recours aux maisons de location se voient régulièrement expulsés faute de moyen pour payer le loyer et les charges y afférentes (eau, électricité). Bien que des assistances en abris soient faites par les acteurs humanitaires, il faut noter une lenteur dans le processus d'attribution et même l'insuffisance de ressource face au nombre croissant de personnes dans le besoin. **93 ménages venus de Tanwalbougou, Ougarou, depuis la période du 24 au 29/05/2021** sont toujours sans assistance en abris. Ces derniers sont logés dans les cours dont les propriétaires absents seront bientôt de retour à la fin des récoltes.

Par ailleurs, la construction d'un abri personnel requiert l'achat d'une parcelle dont les prix varient entre 2500 F et 4000 FCFA le m2.

Dans les zones de départ, les terres, les logements et les propriétés sont sous le contrôle et l'emprise totale des GANE, donc difficile d'y accéder.

Mouvement de population

Suite à l'enlèvement de 05 personnes survenu dans le village de Nassougou au cours d'une incursion des GANE le 05/10/2021, des déplacements forcés à titre préventif ont été signalés. En effet **un premier déplacement de 7 hommes, 11 femmes et 13 enfants de Bonkouongou à Ougarou** a été rapporté. Par la suite, **13 hommes, 32 femmes et 38 enfants ont effectué un déplacement secondaire d'Ougarou pour le centre de la commune de Matiacoali**.



Solutions durables

Dans la quête de solution durable en faveur des PDI, une enquête a permis de dégager deux tendances à savoir le retour dans les zones de départ et l'intégration dans la zone d'accueil. **152 personnes soit 83 femmes, 59 hommes et 10 enfants** ont été consultés. Parmi eux, **69%**, ont opté pour le **retour dans les zones de départ**. Les motivations qui nourrissent cette volonté seraient le manque d'assistance face aux besoins multiples, la rareté des ressources qui engendrent souvent des tensions entre PDI et hôte, les difficiles adaptations à toutes les réalités liées à la vie dans les zones d'accueil mais la véritable contrainte demeure l'insécurité généralisée. **L'intégration dans la zone d'accueil** a été exprimée par **31%** des intervenants qui avancent comme raison l'insécurité généralisée, la présence des GANE, l'absence d'acteurs étatiques de sécurité et des services sociaux de base dans les zones départ.

Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Communes	Contextes et défis	Perspectives
Fada	<p>Les villages de Ganyéla, Namoungou, Tanwalbougou connaissent une forte présence des GANE qui commettent des violations grave des droits humains contre la population. En effet, le 05 et 11/10/21, un GANE opérant un contrôle irrégulier sur l’axe Fada-Matiacoali a enlevé 09 personnes après un contrôle des pièces d’identité des passagers d’un car de transport en commun. Une attaque à l’IED d’une escorte militaire par un GANE à Tanwalbougou a eu lieu plus tard dans la nuit du 22/10/21. 2 personnes ont été assassinés au cours d’une incursion de GANE dans le village de Boungou. La semaine du 17 au 23/10, des compagnies de transport, des passagers individuels ont subi des séquestrations, des contrôles avec extorsion de biens sur l’axe Fada Tanwalbougou. Des consignes seraient données selon lesquelles tout fonctionnaire de l’Etat, toute personne de confession religieuse chrétienne rencontrées sur cet axe serait purement et simplement assassinées.</p>	<p>Renforcer d’avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d’acteur de sécurité.</p>
Matiacoali	<p>La situation sécuritaire dans la commune de Matiacoali a connu une dégradation assez profonde avec 10 violations enregistrées (des cas de vol, d’assassinat, des enlèvements, des menaces). On note une présence quotidienne des groupes armés notamment à Nassougou, Ougarou et dans les autres villages de la commune tout au long du mois. Le 8/10 une incursion à Matiacoali et à Ougarou a eu pour bilan l’enlèvement de 8 personnes et le vol de plus de 50 têtes de bœufs. Plus tard le 15/10/2021, des Hommes Armés Non Identifiés (HANI) ont intercepté un car sur l’axe Piega-Ougarou de la nationale N°4 en partance pour Matiacoali avec à son bord 12 passagers. Après un contrôle, le car a été détourné et les passagers libérés. Toujours le 15/10, un ancien otage de sexe masculin a été assassiné sur l’axe Ougarou-Matiacoali. La scène serait filmée par les assaillants et partagée à un contact d’un membre de famille de la victime.</p>	<p>Renforcer d’avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d’acteur de sécurité.</p> <p>Identifier les nouvelles personnes déplacées pour assistance.</p>
Foutouri	<p>La commune de Foutouri connaît une situation sécuritaire fortement dégradées. Le village de Tankoualou, en particulier, serait depuis 03 mois sous l’embargo des groupes armés non étatiques. Personne ne peut y accéder ou sortir. Les populations seraient sous le joug d’une grande famine avec l’incapacité d’acheminer des articles de première nécessité dans le dit village. Il faut noter qu’avec l’appui des FDS, des vivres, bien qu’insuffisant, ont pu être acheminés par le CONASUR au profit de la population. A noter aussi que des ménages au nombre de 10 seraient retournés dans leurs zones de départ, préférant faire face à l’insécurité que de mourir de faim sans assistance dans leurs zones d’accueil.</p>	<p>Plaidoyer pour une assistance multisectorielle au profit de la population de Tankoualou.</p>

<p>Kantchari</p>	<p>La commune de Kantchari, depuis deux mois, est le théâtre de plusieurs violations des GANE. L'attaque par l'engin explosif improvisé (IEE) a été à plusieurs reprises enregistrée sur l'axe Kantchari-Matiacoali, précisément à Sakoani un village sur l'axe. Ce type d'attaque sont toujours perpétrées par les GANE contre les FDS escortant des convois de passagers sur l'axe. Sur cet axe, des agents de la fonction publique ont été enlevés. Ainsi, le 15/10, plus de 04 personnes, tous des fonctionnaires de l'Etat Burkinabès seraient enlevés pendant qu'ils rejoignaient Fada et Kantchari. L'axe est serait sous l'emprise totale des GANE qui dictent leurs lois et règlementent la circulation. Des ambulances au nombre de 02 auraient été interceptés et confisqués après avoir libéré les occupants.</p>	<p>Renforcer d'avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Kantchari</p> <p>Sécuriser totalement l'axe Fada-Kantchari</p>
-------------------------	---	--

Activités menées

VBG/PSS

- Réalisation de **2 focus groups** de discussion sur le choix des thèmes de causeries éducatives avec **18 hommes et 2 femmes**.
- **03 animations** psychosociales réalisées dans les centres communautaires de Fada, Diapangou et Tibga au profit de **67 femmes, 30 hommes et 32 enfants**.
- **11 causeries** éducatives réalisées sur la prévention des conflits conjugaux et les droits de l'enfant à Tibga, Yamba, Diapangou, Diabo avec **76 hommes et 203 femmes**.
- **VAD à 40 survivantes de VBG**
- Ouverture de dossier de **16 nouveaux cas de VBG** relevant de violence psychologique, physique, mariage forcé et déni de ressource.
- Clôture de **12 dossiers** de cas VBG.
- **32 séances d'écoutes** individuelles réalisées après les animations et les causeries éducatives.

Cohésion sociale et LTP/Comités de paix

- Réalisation de **10 sensibilisations** sur la **coexistence pacifique** à Diapangou (1), Yamba(3), Tibga (2), Fada(4) avec la participation de **114 femmes, 52 hommes et 37 enfants**

Monitoring de protection

- Partage de **28 rapports flash d'incidents** et **2 notes d'information sur des incidents**
- Réalisation de **9 focus groupes** dans le cadre du **monitoring communautaire** à **Diabo, Fada, Yamba, Fada, Tibga et Diapangou** avec la participation de **164 personnes** soit **40 hommes, 13 garçons, 105 femmes et 06**
- Collecte de données dans le cadre du **projet P21 avec 20 informateurs clés (femmes & hommes)** à **Bougui, Tchomboro, Nayouri, Ougarou et à Diabo**.
- Réalisation de **06 indices** sur l'évolution de la situation de protection à Fada, Yamba, Matiacoali, Diapangou, Tibga et Yamba.
- Réalisation de **05 séances de sensibilisations sur les gestes barrières de la Covid-19 et du Choléra au profit de 100 personnes** dont **48 hommes, 27 femmes, 13 filles et 12 garçons**.
- **Assistance en cash à 10 personnes à besoins spécifiques**.

Assistances cash

- Assistance en cash d'une valeur de 30 000 CFA à 18 survivantes dans les communes de Fada, Diapangou, Tibga, Yamba et Diabo

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	<ul style="list-style-type: none"> Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de Produire et livrer au moins 3000 CNIB à 3000 PDIs dans la province du Gourma. Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de construire 100 abris dans la commune de Diapagou Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de mettre à disposition des centres de santé ou des cliniques mobiles des médicaments de première nécessité afin d'étendre la gratuité ciblée et l'accès aux soins de santé aux PDI qui n'en bénéficient pas à cause du manque de moyen dans la région Doter les ménages de moustiquaires. Assurer la sécurité des personnes et des bien à travers la création des postes avancées ou à travers des patrouilles régulières diurnes et journalières. 	<p>Cluster protection</p> <p>Cluster ABRIS/AME</p> <p>Cluster Santé</p> <p>Les FDS</p>	En cours par ONI Fada	<p>Urgent, réalisation des évaluations rapides de protection ou des MSA dans les localités citées.</p>
SGBV	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser sur les droits des femmes et la dénonciation des cas de VBG à Yamba, Tibga, Pama, Nadiagou, Fada et Matiacoali Place Appuyer à la réalisation des AGR afin de réduire la vulnérabilité des femmes à Fada, Diapangou, surtout les anciens bénéficiaires de l'assistance alimentaire. 	Cluster VBG UNFPA	En cours de réalisation (INTERSOS, OCADES, PLAN, LWR)	<p>Urgent, Évaluer les gaps dans les différentes localités</p>
Protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> Création des écoles passerelles pour la réinsertion des élèves PDIs et faciliter la scolarisation par l'octroi des bourses. Mise en œuvre des programmes d'insertion socio-professionnelle des jeunes afin de réduire le risque d'être enrôlé par les GANE. Plaider pour le règlement du différend ayant entraîné la fermeture d'une école primaire dans la localité de Thielba. 	Cluster Education	Non réalisé	<p>Urgent, une évaluation est nécessaire pour identifier les cas pour assistance.</p>

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Cohabitation pacifique/LTP	<ul style="list-style-type: none"> conduire des activités de coexistence pacifique/cohésion sociale (causeries éducatives,) Renforcer les mécanismes communautaires de prévention des conflits existants ou en créer au besoin. Réaliser des analyses de conflits dans les zones d'intervention 	Cluster protection	En cours de réalisation par INTERSOS	Besoin de multiplier les actions dans cette thématique.

Annexes

Mouvements des populations

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Commune de				
Personnes déplacées internes (PDI)	Bonkoungou	Ougarou	Assassinat d'un habitant par les GANE	7
PDI	Ougarou	Matiacoali	Assassinat d'une personne par les GANE	13

Tableaux croisés

#Violations par communes							
	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Total	
Fada N'gourma	2	2	5	0	0	9	
Gayéri	0	0	1	0	0	1	
Matiacoali	7	3	0	1	0	11	
Tansarga	0	0	0	1	0	1	
Kantchari	4	0	1	0	0	5	
Diapaga	0	0	1	0	0	1	

#Violations par présumés auteurs

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Total
GANÉ	16	4	7	1	1	29
Membres de la communauté	0	1	0	1	0	2
FDS	0	0	1	0	0	1
Total	16	5	8	2	1	32

#Catégorie des victimes

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Total
Hommes 0-17 ans	37	1	7	16	0	61
Hommes 18 - 59 ans	109	12	39	55	0	215
Hommes 60 ans et plus	0	0	1	0	0	1
Femmes 0 - 17 ans	32	2	4	10	1	49
Femmes 18 - 59 ans	60	3	26	32	0	121
Femmes 60 ans et plus	0	0	0	0	0	0
Total	238	18	77	113	1	447

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Violations	Fada N' gourma	Gayéri	Matiacoali	Tansarga	Kantchari	Diapaga	Pama	Coalla	Namounou	Total
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	13%	0%	44%	0%	25%	0%	6%	6%	6%	100%
Droit à la propriété	40%	0%	60%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Droit à la vie	63%	13%	0%	0%	13%	13%	0%	0%	0%	100%
Violences basées sur le genre	0%	0%	50%	50%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Atteinte à l'intégrité physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	100%
Total	28%	3%	34%	3%	16%	3%	6%	3%	3%	100%